

## Tendances conjoncturelles

3<sup>e</sup> trimestre 2015

### LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À MAYOTTE

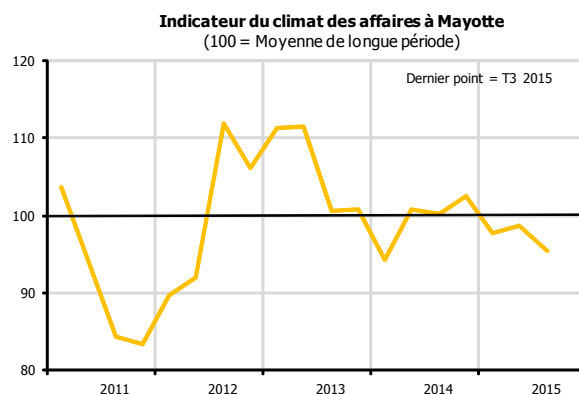
#### Le climat des affaires se dégrade

Après plusieurs trimestres d'hésitation et d'attente, le climat des affaires se dégrade au troisième trimestre 2015. L'Indicateur du climat des affaires (ICA) perd 3,2 points par rapport au trimestre précédent et s'établit à 95,5 points. Il reste ainsi en dessous de sa moyenne de longue période pour le troisième trimestre consécutif. Conformément aux anticipations des chefs d'entreprise, les réalisations du troisième trimestre expliquent entièrement cette dégradation (contribution de -3,9 points à l'ICA). Les entrepreneurs portent notamment une opinion défavorable sur l'activité, la trésorerie et l'évolution des effectifs. La composante future, quant à elle, est positive (+0,7 point).

Cette mauvaise orientation de l'ICA s'explique, aussi, par le retard pris dans la mise en œuvre des programmes opérationnels financés par les fonds européens et des projets inscrits dans le Contrat de Plan État-Région qui pourraient alimenter l'activité économique. Ce décalage, conjugué aux difficultés financières des collectivités locales sensées porter une grande partie de ces projets, alimente chez les entreprises un certain manque de visibilité vis-à-vis de l'évolution de la conjoncture.

Alors que les prix diminuent légèrement, la consommation des ménages montre quelques signes de ralentissement au troisième trimestre. L'investissement, l'autre moteur de la croissance, se contracte également. Dans ce contexte, les échanges extérieurs enregistrent une évolution défavorable avec la diminution des importations et des exportations.

Cette détérioration de la conjoncture touche l'ensemble des secteurs. Les chefs d'entreprise maintiennent une opinion négative sur l'évolution de leur activité depuis le début de l'année. Si ces derniers n'anticipent pas encore une reprise au trimestre prochain, ils espèrent tout de même une dégradation moins forte de leur activité.



#### MADAGASCAR ET L'AFRIQUE DU SUD MODIFIENT LEUR TAUX DIRECTEUR

En **Afrique du Sud**, la Banque centrale a relevé son taux directeur de 25 points de base, à 6,0 %. Cette hausse répond à une priorité donnée au contrôle de l'inflation, dans un contexte de forte dépréciation du rand. L'inflation s'établit à 4,6 % à fin septembre. L'économie sud-africaine est par ailleurs touchée par la chute des cours des matières premières et le ralentissement économique chinois. Néanmoins, le PIB sud-africain se redresse, avec une croissance de 0,7 % en rythme trimestriel annualisé au troisième trimestre 2015 (contre -1,5 % au deuxième trimestre). Elle est soutenue par l'industrie manufacturière, les services aux entreprises et le commerce.

La Banque centrale de **Madagascar** (BCM) a baissé son taux directeur de 9,50 % à 8,70 % le 15 octobre 2015, pour la première fois depuis 2009. Désormais, la BCM révisera deux fois par an ses taux directeurs. Cette diminution vise à relancer la consommation et l'investissement, dans un contexte d'inflation stable (+7,7 % sur un an à fin août). Parallèlement, l'encours des crédits octroyés au secteur privé progresse de 4,2 % entre juin et août 2015.

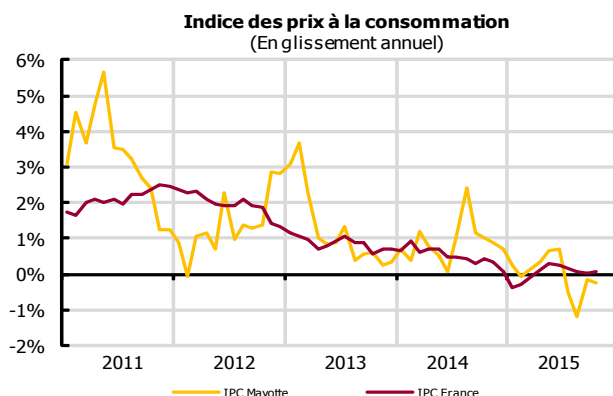
Après une année 2014 moribonde, l'activité touristique aux **Seychelles** continue d'être dynamique au troisième trimestre 2015. Le nombre de touristes augmente de 27,7 % par rapport au troisième trimestre 2014 (+16,3 % par rapport au trimestre précédent). L'encours des crédits octroyés au secteur privé progresse de 2,9 % entre juin et septembre 2015. À l'inverse, les importations de biens d'équipement se contractent fortement, après plusieurs trimestres marqués par des investissements exceptionnels comme l'achat de nouveaux avions par Air Seychelles. Par ailleurs, les Seychelles sont devenues le 161<sup>e</sup> membre de l'Organisation mondiale du commerce le 26 avril dernier, au terme de dix-neuf ans de négociation.

L'activité de l'économie **mauricienne** s'accélère au deuxième trimestre 2014, avec une hausse du PIB de 1,6 % (CVS), après +0,7 % le trimestre précédent. La consommation finale des ménages soutient toujours la croissance, avec une progression de 3,5 % sur un an, notamment la consommation administrée (+6,4 % sur un an). L'investissement se redresse légèrement (+0,6 %). La Banque centrale mauricienne maintient son taux directeur à 4,65 %. L'inflation est de 1,9 %, sur un an.

## Légère baisse des prix à la consommation

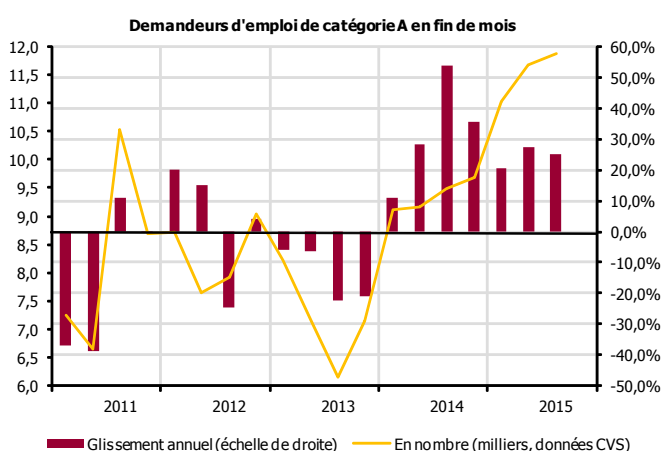
L'Indice des prix à la consommation (IPC) se replie de 0,2 % au troisième trimestre. Cette évolution s'explique par le fléchissement des prix de l'énergie (-3,0 %) et des produits manufacturés (-1,9 %). En revanche, les prix des services progressent de 1,3 % et ceux des produits alimentaires de 0,3 %.

L'IPC diminue également de 0,2 % en glissement annuel, du fait de la forte chute des prix de l'énergie (-5,7 %) et des produits manufacturés (-3,4 %). Cependant, une augmentation non moindre des prix des services marchands (2,9 %) et plus modérée de ceux des produits alimentaires (0,7 %) limite le recul général des prix.



Source : INSEE, données mensuelles

## La demande d'emploi continue d'augmenter



Source : Pôle emploi, désaisonnalisées par l'IEDOM

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) inscrits à Pôle emploi s'accroît encore au troisième trimestre (+1,6 %) pour s'établir à 11 869 personnes (données CVS). Sur un an, cette hausse est nettement plus élevée (+25,1 %). Cette augmentation continue et importante de la demande d'emploi à Mayotte est le signe d'un marché de l'emploi qui se formalise peu à peu, comme le confirment les résultats de l'enquête emploi 2015 publiés par l'INSEE. Mesuré au deuxième trimestre 2015, le taux de chômage à Mayotte est ainsi actualisé à 23,6 %, en forte hausse par rapport à 2014 où il se situait à 19,8 % (soit +3,9 points).

La progression du taux de chômage s'explique par un nombre plus important de Mahorais qui se portent sur le marché du travail et se déclarent actifs. Ainsi, le « halo » autour du chômage (personnes à la recherche d'un emploi mais non considérées comme chômeurs selon les critères du Bureau international du travail) diminue (25 400 personnes contre environ 28 000 en 2014). En additionnant les personnes prises en compte dans le calcul du taux de chômage et celles comptabilisées dans le « halo », le nombre de personnes souhaitant travailler reste stable.

## La consommation des ménages s'essouffle

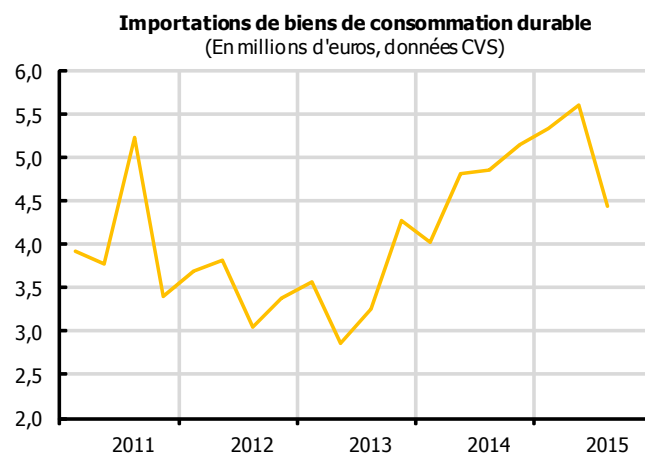
La consommation des ménages affiche quelques signes de ralentissement au troisième trimestre, notamment au regard des importations de produits destinés aux ménages.

En effet, les importations de biens d'équipement du foyer chutent de 20,8 % (CVS) et celles de produits courants de 0,9 % (CVS).

Par ailleurs, les commerçants sont beaucoup moins optimistes quant à l'évolution de leur activité, qu'ils jugent plutôt stable alors qu'ils prévoyaient une progression plus marquée. Ils revoient également à la baisse leurs prévisions pour le quatrième trimestre.

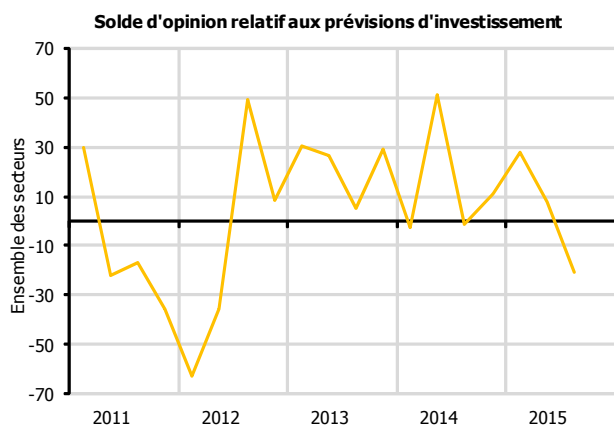
Les immatriculations de véhicules neufs reculent pour leur part de 1,2 % sur le trimestre (-12,8 % en glissement annuel, CVS).

En revanche, l'encours des crédits à la consommation reste bien orienté et continue de progresser pour atteindre des niveaux historiques. Il augmente fortement au troisième trimestre (+6,7 % après +2,9 % au deuxième) et progresse de 15,5 % sur un an.



Source : Douanes, données désaisonnalisées par l'IEDOM

## Les investissements des entreprises se réduisent



Source : Enquête de conjoncture IEDOM, données CVS

Les perspectives d'investissement des entreprises chutent et deviennent négatives, confirmant le manque de confiance et de visibilité qui gagnent les chefs d'entreprise. Le solde d'opinion relatif aux prévisions d'investissement à un an perd ainsi 28,8 points au troisième trimestre.

Les réalisations relatives à l'investissement au troisième trimestre sont également mal orientées. Les importations de biens intermédiaires reculent de 3,2 % (CVS) et celles de biens d'équipement professionnel de 1,7 % (CVS).

De même, l'encours bancaire de crédits à l'investissement se contracte de 4,7 %.

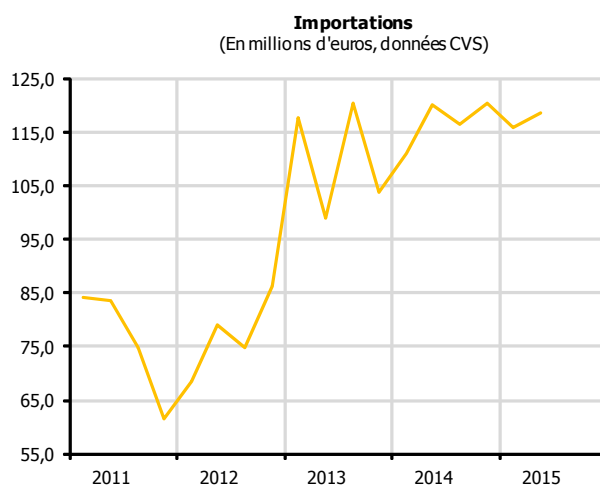
En revanche, l'encours de crédits à l'habitat des entreprises progresse de 2,6 %.

## Diminution des importations

Après la progression observée au deuxième trimestre, les importations diminuent de 6,1 % (CVS) pour s'élever à 111,7 millions d'euros au troisième trimestre.

Les principales catégories de produits contribuent à ce repli général des importations, aussi bien celles destinées aux ménages que celles spécifiques à l'activité des entreprises,

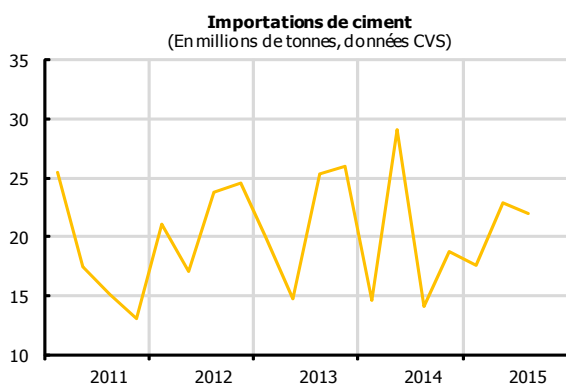
Au troisième trimestre, Mayotte a exporté des produits d'une valeur totale de 2,3 millions d'euros, soit 2,9 % de moins qu'au trimestre précédent.



Source : Direction régionale des douanes, désaisonnalisées par l'IEDOM

## UNE ACTIVITÉ GLOBALE FAIBLE ET QUI PEINE À SE REDRESSER

Depuis le début de l'année 2015, les chefs d'entreprise jugent leur activité mal orientée dans la plupart des secteurs. La confiance peine à revenir puisque cette tendance se confirme au troisième trimestre, où ils font état d'une activité globale faible et en diminution, avec l'espoir toutefois d'une moindre dégradation au quatrième trimestre.



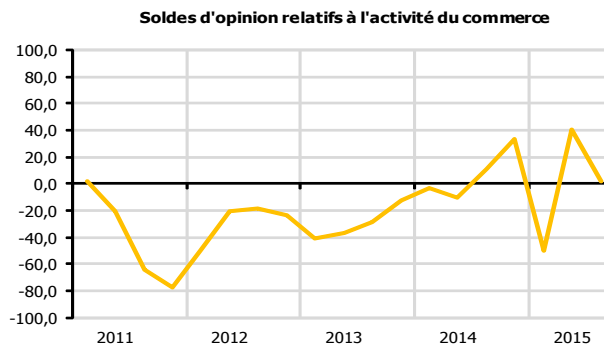
Source : Douanes, désaisonnalisées par l'IEDOM

Dans le secteur primaire, l'activité d'exportations est quasi stable dans la **filière aquacole**. En effet, malgré les difficultés organisationnelles, le secteur aquacole a exporté 5,8 tonnes de poissons d'élevage au troisième trimestre contre 6,0 tonnes au deuxième trimestre. Bien que les volumes exportés demeurent encore faibles, le maintien de l'activité et le rachat par le Conseil départemental de l'acteur majeur de la filière (en liquidation judiciaire) offrent la possibilité d'organiser le secteur aquacole et ainsi de relancer durablement l'activité. Dans la **filière de l'élevage**, les importations d'espèces avicoles se réduisent une nouvelle fois (-4,6 % après -72,9 % au deuxième trimestre).

Dans le secteur du **BTP**, après plusieurs trimestres successifs de baisse d'activité, les chefs d'entreprise déclarent un courant d'affaires qui continue de se dégrader mais à un rythme moindre qu'au deuxième trimestre. Cela s'accompagne d'une baisse des importations de ciment (-3,9 %, CVS) et d'une légère amélioration des délais de paiement qui n'a toutefois pas

permis d'influer positivement sur leur trésorerie. Les anticipations des professionnels du secteur pour le quatrième trimestre restent toujours pessimistes. Ces derniers s'attendent encore à une détérioration de leur activité mais qui serait moins marquée. L'orientation de la conjoncture dans le secteur du BTP demeure affectée par un manque de visibilité certain des chefs d'entreprise sur l'évolution de leurs carnets de commandes.

L'activité du secteur du **commerce** est stable. Les réalisations du troisième trimestre témoignent d'un excès d'optimisme quant aux prévisions formulées par les commerçants au trimestre précédent. L'activité a plutôt ralenti alors que les chefs d'entreprise du secteur espéraient une progression dans la continuité des résultats observés au deuxième trimestre. L'opinion des commerçants sur leurs prévisions d'investissement et leur trésorerie reste positive. Ils ont cependant un jugement dégradé quant à l'évolution de leurs effectifs. Pour le quatrième trimestre, ils restent plus prudents et ne prévoient qu'une légère amélioration de leur volume d'activité.

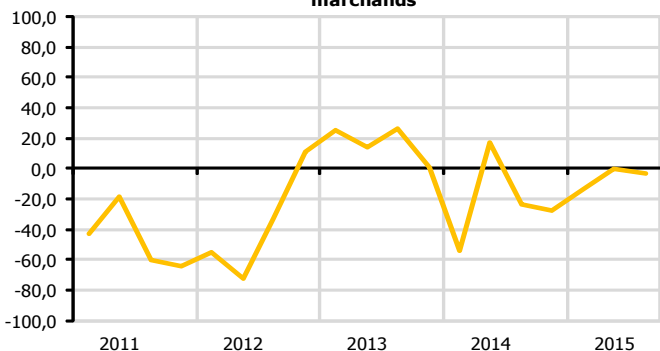


Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Dans le secteur des **services marchands**, l'activité reste quasiment stable à un niveau jugé bas par les entrepreneurs. Ils reviennent sensiblement leurs prévisions d'investissement à la baisse et ont une opinion détériorée de l'évolution de leurs effectifs. Ils estiment cependant bénéficier d'une amélioration légère de leur trésorerie. Pour le quatrième trimestre, l'activité dans le secteur devrait rester stable.

Dans un contexte où le nombre de vols commerciaux diminue (-0,6 % sur le trimestre et -10,9 % sur un an, CVS), l'**activité touristique** enregistre, néanmoins, un trafic passager légèrement en hausse. Le nombre de passagers à l'aéroport de Dzaoudzi a augmenté de 1,3 % sur le trimestre et de 0,5 % sur un an.

**Saldes d'opinion relatifs à l'activité des services marchands**



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

### ÉCONOMIE MONDIALE : UN RALENTISSEMENT DE L'ACTIVITÉ DANS LES PAYS ÉMERGENTS QUI OBÈRE LA CROISSANCE MONDIALE

Selon les données préliminaires collectées par le FMI dans le cadre de l'actualisation de ses prévisions économiques d'octobre, la croissance mondiale a été inférieure aux prévisions tant dans les pays avancés que dans les pays émergents. Elle devrait s'inscrire à +3,1 % en 2015, après +3,4 % en 2014. Le ralentissement de la croissance mondiale serait lié au fléchissement de la croissance dans les pays émergents, non compensé par le timide redressement opéré par les économies avancées et notamment celles de la zone euro.

Aux États-Unis, la croissance du premier semestre a été plus faible que prévu, mais la reprise devrait toutefois se poursuivre, en liaison avec la baisse des prix de l'énergie, le desserrement de la contrainte budgétaire, le renforcement des bilans et la meilleure tenue du marché immobilier, facteurs qui contrebalanceraient l'impact de l'affermissement du dollar sur les exportations. Au total, la croissance se situerait à 2,6 % en moyenne en 2015 (après +2,4 % en 2014). Les premières estimations de la croissance au troisième trimestre font état d'une croissance trimestrielle de 0,4 % contre 1,0 % le trimestre précédent.

Au Japon, après une année 2014 décevante (-0,1 %), une croissance faiblement positive serait enregistrée en 2015, dans un contexte de consommation atone.

Dans la zone euro, la reprise modérée se confirmerait, toujours favorisée par la baisse des prix de pétrole, l'assouplissement de la politique monétaire et la dépréciation de l'euro. De 0,9 % en 2014, la croissance de la zone passerait à 1,5 % en 2015. Le FMI table sur une croissance stable en Allemagne (+1,6 % en 2014 et +1,5 % en 2015), mais en nette accélération en France (de +0,2 % en 2014 à +1,2 % en 2015) et surtout en Espagne (+1,4 % en 2014 et +3,1 % en 2015).

En France, selon les chiffres de l'INSEE du troisième trimestre 2015, le PIB en volume a progressé de 0,3 %, après une croissance nulle au deuxième trimestre (0,0 %). Les dépenses de consommation des ménages se redressent (+0,3 % après 0,0 %). La formation brute de capital fixe (FBCF) des entreprises non financières accélère légèrement (+0,7 % après +0,5 %).

Le fléchissement de la croissance dans les pays émergents s'expliquerait principalement par le ralentissement enregistré en Chine et les difficultés des pays exportateurs de pétrole. En Chine, la transition vers un nouveau modèle de croissance est perçue comme un risque par les marchés financiers, comme en témoignent certaines turbulences récentes. La croissance ralentirait selon le FMI à +6,8 % en 2015 (après +7,3 % en 2014) tandis qu'elle serait stable en Inde (+7,3 %). Le FMI prévoit une récession en 2015 en Russie (-3,8 %) et au Brésil (-3,0 %).

**Les annexes statistiques sont téléchargeables sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)**

**Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)**

Directeur de la publication : H. GONSARD – Responsable de la rédaction : Y. MAYET

Éditeur et imprimeur : IEDOM

Achevé d'imprimer : décembre 2015 – Dépôt légal : décembre 2015 – ISSN 1952-9619